



Le + syndical

Internationalisation, on en parle...

La Direction a réuni les partenaires sociaux le 1er février pour une deuxième table ronde sur l'internationalisation. Cette réunion fait suite à celle qui avait été organisée le 2 novembre 2010. Elle avait été demandée par la CFE-CGC afin de poursuivre les échanges, préciser la politique industrielle poursuivie par AIRBUS et la vision stratégique du Bureau d'étude.

POLITIQUE D'INTERNATIONALISATION INDUSTRIELLE (B.GEORGE)

B.GEORGE rappelle que le modèle industriel d'Airbus vise à conserver en interne les activités « cœur de métier » à fort niveau d'intégration (FAL, sections MCA assemblage composants principaux), les technologies « différentiantes », et les activités à potentiel de développement.

AIRBUS ne peut investir dans tous les domaines et tous ses sites et doit donc concentrer ses financements sur ce qui fera la différence demain.

AIRBUS est aussi tenu à des engagements d'offset et cherche à développer sa présence dans des pays « low cost » et en zone dollar.

Cependant, contrairement à BOEING, AIRBUS maintient en interne quelques activités « non cœur de métier » comme la fabrication de pièces élémentaires métalliques ou des sous-ensembles. Elles permettent de conserver des compétences. C'est ainsi que St Eloi reste le centre de référence des métaux durs et continue à recevoir des investissements pour maintenir son rang.

En Asie, AIRBUS se développe surtout en Chine avec la FAL A320 (cadence 4 max), le manufacturing Center à Harbin (500 emplois à terme) et l'achat d'éléments d'Aérostructure. B.GEORGE rappelle que ces partenariats étaient impératifs pour accéder au marché chinois, AIRBUS possédant désormais 50% du marché.

Aux USA, aucune implantation industrielle ne sera mise en œuvre avant une décision sur le KC45.

Liée à un contrat avec ETIHAD, AIRBUS a développé des partenariats avec les Emirats Arabes Unis (Mubadala). Il s'agit surtout de pièces métalliques et composites permettant la fabrication d'ailerons de voilure. Ces charges, d'origine principalement nantaise, correspondent à environ 100 emplois.

Que ce soit en Chine ou ailleurs, AIRBUS n'externalise que des compétences « anciennes » en particulier sur le composite où les 3 usines de NANTES, ILLIESCAS et STADE conservent les technologies de pointe.

Enfin, AEROLIA et PREMIUM mettent en place, respectivement, des filiales en Tunisie et Roumanie devant occuper à terme environ 500 emplois chacune.

Globalement, en 2006, AIRBUS avait encore 40% d'activités « non cœur de métier » en interne. En 2010, ce ratio est passé à 20% et l'objectif est d'atteindre 10% (mais ce ratio est déjà atteint pour TM ou TB).

Les augmentations de cadence et l'A350 conduiront à la progression des effectifs des usines AIRBUS qui devraient passer de 12000 emplois temps plein à plus de 16000 en 2015.

POLITIQUE D'INTERNATIONALISATION DES ACTIVITES BUREAU D'ETUDE (C.CHAMPION)

Toutes les fonctions du Bureau d'Etude se partagent entre des activités « Make » et « Buy ». C.CHAMPION reconnaît que la stratégie engineering AIRBUS est mal comprise, trop cloisonnée et qu'il est urgent de communiquer autour.

A cet effet, une présentation générale sera organisée avec tous les responsables de l'Engineering (plus de 1 200 ingénieurs seront mobilisés) et ce sur les 3 sites.

L'objectif d'AIRBUS est d'être un Intégrateur et il est impératif de conserver en interne les activités de Recherche et Développement.

Actuellement, 12 000 personnes travaillent au Bureau d'étude AIRBUS en Europe et 2 000 personnes dans les centres AIRBUS à Bangalore, Moscou, Wichita, Mobile et Pékin.

Via la sous-traitance globale, ou directe, environ 14 000 personnes participent aux activités BE chez des fournisseurs.

C.CHAMPION considère que l'activité Bureau d'étude reste principalement concentrée en Europe. L'objectif est de développer la R/T afin de préparer l'avenir et maintenir notre avance technologique. Au fil de l'obsolescence des métiers, ceux-ci sont externalisés pour maintenir les ressources AIRBUS sur les compétences de demain.

CONSIDERATIONS CFE-CGC

Lors de la réunion, la **CFE-CGC** a exposé l'ensemble des risques qu'elle estime qu'Airbus encoure face à la politique d'internationalisation : perte de compétences internes, transfert de savoir faire et perte accélérée à terme de notre avance technologique, un réseau informatique défaillant face à « l'entreprise étendue », ...

De même, la **CFE-CGC** a fait remarquer, tant pour la partie industrielle que pour la partie engineering, le manque de visibilité sur les décisions prises pour cibler et transférer des activités. Nous avons rappelé ce que nous avons dénoncé le 2 novembre dernier : l'exemple du transfert en Inde de l'activité thermique brutalement annoncé aux salariés par une simple note en juin 2010.

Face à ce genre de méthode, une GPEC, Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences ne peut être qu'inopérante, encore faut-il qu'elle existe ! La **CFE-CGC** rappelle à ce propos qu'il est **INDISPENSABLE** qu'Airbus se dote, enfin, d'un accord de GPEC et qu'elle le mette en œuvre **URGEMENT**. Il n'est plus admissible d'entendre :

- « *Vous allez monter dans l'échelle de valeur* » : Oui, et comment ?
- « *On n'a plus les compétences, il faut aller les chercher ailleurs* » (exemple du stress composite) : Oui et qu'a-t-on fait pour éviter cela ?

La **CFE-CGC** considère que si la réunion a apporté un nécessaire éclairage sur l'état des lieux de la stratégie menée par Airbus dans ses choix d'internationalisation de charges de travail, cela n'est pas suffisant.

En effet, la **CFE-CGC** estime qu'un échange régulier doit s'instaurer avec la Direction à travers les instances représentatives des salariés en commençant par le Comité européen Airbus, le CCE, le CE et sans oublier la commission Economie et Production. M. Thierry Baril, DRH Airbus, s'y est engagé.

Enfin, la **CFE-CGC** a interpellé la Direction de l'Engineering au sujet des aides financières étatiques qu'elle reçoit notamment à travers le Grand Emprunt pour s'assurer que les retombées sont bien en faveur de notre Bureau d'Etudes, en France ! La Direction a reconnu au passage que les politiciens allemands les interpelaient régulièrement de la même façon à propos des aides que l'Allemagne pouvait accorder.

La **CFE-CGC** l'affirme : il y a parfois des limites à l'**internationalisation** et il ne faut pas hésiter, parfois, à mettre de côté, voire refouler, l'INTER pour garder le NATIONAL !

La **CFE-CGC** s'emploiera à le rappeler aussi souvent que nécessaire à la Direction et publiera, dans les prochains jours, 2 extraits (délocalisations / Grand Emprunt et rôle de l'Etat) d'un courrier adressé au Président Sarkozy lors de sa venue à Toulouse le 13 janvier dernier.

Toulouse, le 3 février 2011